

LE DÉBAT CITOYEN

Réunions d'initiatives locales

A Saint Martin de Londres (Hérault)

9 et 15 février 2019

LE DÉBAT CITOYEN

A St Martin de Londres(34 - Hérault), un petit groupe de citoyen.nes a eu envie de se saisir de l'opportunité du Grand Débat National proposé par le Président de la République pour faire vivre un moment de démocratie à l'échelle locale.

La persévérance des Gilets Jaunes a permis la mise en place du grand débat national proposé par Emmanuel Macron. Cependant, les finalités nous semblent troubles ; il n'est pas dit qui décidera ni comment. Dans ce moment où les citoyens réclament plus de démocratie, beaucoup ont des inquiétudes sur le bien fondé et la pertinence de la démarche. A quoi sert un débat initié par le Président et dont les décisions sont également tranchées par la même personne ?

Cependant, nous avons fait le choix de répondre à cet appel. Pour une fois qu'on nous demande notre avis, il serait trop bête de rester silencieux. Nous pourrions alors constater ce qui est fait de la parole des citoyens quand l'heure de la décision arrivera.

Cette initiative nationale nous a permis de s'inscrire dans un processus.

La municipalité de St Martin de Londres (Hérault) nous a ouvert ses portes, mettant à disposition la « Salle des Rencontres » et participant à la diffusion, par le biais de l'affichage public et de l'impression de 30 affiches et 400 flyers.

L'organisation fut portée par un collectif auto-géré et qui est né à cette occasion, constitué de citoyen.nes, d'habitant.es de la Vallée de Londres. Ainsi, deux rencontres ont été organisées, l'une le samedi 9 février, de 10h à 13h, et l'autre le vendredi 15 février de 20h à 23h30.

Notre ambition...

Ces deux rencontres sont le début d'une aventure locale à construire collectivement. Il s'agit d'un premier pas pour se rencontrer, échanger, discuter, donner envie d'aller plus loin, se rendre compte que l'on est capable d'être productif, de prendre de décisions collectivement, de constater aussi tout ce qui nous reste encore à développer. La suite reste à écrire, par les participant.es, les motivé.es...

Donner la parole aux enfants et aux adolescents fut également un point d'orgue de ces rencontres. Nous avons souhaité proposer un espace de discussion animé par une adulte (maîtrisant les techniques), dès 6 ans, parce que les enfants ont des choses à dire, mais également pour leur donner l'occasion de s'exercer à l'expression en public, de construire leur pensée, d'apprendre à s'écouter... L'atelier leur offre une place avec tout le sérieux nécessaire pour les considérer comme des citoyens, certes en construction mais à part entière. Nous nous inscrivons simplement dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant ainsi que dans une démarche d'éducation à la démocratie.

Deux objectifs pour débattre :

Nous avons deux objectifs qui ont guidé la construction de nos temps d'échanges.

- Pouvoir avoir des **moments d'échanges de qualité**, sans que la parole ne soit monopolisée par les habitués du débat. Pour ce faire, nous avons opté pour des petits groupes (5 à 8 personnes).
- **Pouvoir donner son avis sur tout**, même si on n'a pas participé à une table particulière, afin qu'un petit groupe ne parasite pas une question mais que tous soient représentés sur toutes les tables. Pour ce faire, nous avons opté pour une "prise de température", sorte de sondage à main levée sur les propositions issues des travaux en petits groupes. Le sondage se faisait en 3 étapes : qui s'abstient, qui est plutôt défavorable, qui est favorable.

La convivialité fut également un objectif essentiel à ces rencontres qui se sont clôturées par un repas partagé et un verre de l'amitié. Afin de faciliter la venue des parents de jeunes enfants, nous avons également prévu un coin aménagé pour les plus petits (moins de 6 ans) et sous la surveillance d'un adulte.

Nos engagements...

Afin de conduire le débat citoyen, nous nous sommes inspirés du kit proposé par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public), ainsi que du site Internet du Vrai-Débat, porté par des Gilets Jaunes. Nous avons donc animé les discussions en toute neutralité, favorisant la parole de toutes et tous, dans un cadre respectueux (cf. Charte).

Ce débat citoyen s'adresse au plus grand nombre ; chacun a des idées, des avis et il s'agit de les partager pour construire un discours, s'exercer à exprimer ses idées, à accepter les contradictions, à se positionner....

Notre approche...

L'accueil en grand cercle permet de poser directement le cadre ; Ouvert, chacun au même niveau... Après une courte introduction présentant notre démarche, nous avons proposé 9 thèmes à travailler en atelier. Certes, cela peut être limitant, l'ensemble des sujets étant liés, interconnectés, faisant partie d'un système global. Cependant, afin d'approfondir un sujet, il nous a semblé plus pertinent de cibler néanmoins un sujet. Choisir c'est renoncer ! C'est le début du positionnement... Le même grand thème peut être choisi par un grand nombre de personnes, on organise alors plusieurs ateliers. Un ou plusieurs thèmes peuvent ne pas être abordés.

1. Démocratie, institutions...
2. Économie, finance, fiscalité, travail...
3. Éducation, jeunesse, ...
4. Enseignement supérieur, recherche et innovation...
5. Europe, affaires étrangères, outre-mer...
6. Justice, police, défense (armée)...
7. services publics, solidarité, santé, handicap...
8. sujets de société, culture, sport...
9. Transition écologique : agriculture, énergie, transport, alimentation...
10. Expression libre...

Les personnes ont donc choisi le thème qu'il voulait pour constituer un atelier (de 5 à 8 pers.). Après un temps de présentation des participants et une répartition des rôles (facilitateur.trice, rapporteur.trice et gardien.ne du temps), chacun choisissait deux sous-thèmes. Le groupe les hiérarchisait puis rentrait dans le vif du débat en présentant les problématiques puis les propositions de solutions. Le groupe avait environ 1h30 d'atelier qui se clôturait par le choix de 3 propositions prioritaires (plus importantes, plus urgentes) présentées au grand groupe.

Lors de la première rencontre, nous avons opté pour un sondage, permettant à l'ensemble des participants de se prononcer sur les propositions des autres ateliers : je suis favorable, plutôt pas favorable, je m'abstiens. Aussi, nous avons eu un positionnement global des différentes propositions.

Pour la deuxième rencontre, nous avons proposé un 11ème atelier : « Et Après ? ». Ce groupe devait présenter leur réflexion sur les suites à donner à ces deux débats. Quelles actions à mettre en place ? Qui a envie, le temps de porter l'organisation ? Cet atelier permettait d'ouvrir le débat vers de l'action concrète. Une fois la rencontre initiée, la parole déposée, les idées partagées, que pouvons-nous faire localement ? Il n'y a pas eu de sondage sur les propositions des groupes, mais une discussion sur les propositions d'action à venir.

Notre première intention au fait d'organiser deux débats citoyens fut de permettre au plus grand nombre de participer. Nous avons ainsi choisi des créneaux très différents. Cependant, bien que les modèles d'animation furent similaires, la deuxième rencontre était également un acte deux, permettant d'aller jusqu'à la réflexion d'initiatives citoyennes locales. D'ailleurs une dizaine de personnes est revenue à la deuxième rencontre.

« Vous reprendrez-bien un petit bout de démocratie? »

Compte-rendu du samedi 9 février :

66 personnes, dont trois animatrices et deux animateurs, 5 enfants de moins de 6 ans, **8 enfants et adolescents** qui ont participé à l'atelier et **49 participant.es** au débat citoyen « adulte ».

5 thèmes choisis :

Démocratie et institution = 1 atelier de 12 personnes
 Santé = 1 atelier de 10 personnes
 Fiscalité et inégalités = 2 atelier de 4 et 6 personnes
 Transition écologique = 2 atelier de 7 et 6 personnes
 Europe = 1 atelier de 4 personnes

Atelier des enfants = 8 enfants de 6 ans et demi à 13 ans

La question initiale posée aux enfants « Quel monde pour demain ? Qu'est qu'on garde ? Qu'est-ce qu'on voudrait changer ? Comment faire ?

Voici les propositions qui sont ressorties lors du sondage à mains levées (51 personnes se sont exprimées) :

Propositions	Favorable	Pas favorable	Pas d'avis
DÉMOCRATIE & INSTITUTIONS			
Mettre en place des réunions d'information et de formation	43	2	6
Développer la concertation locale	43	0	8
Créer des espaces d'expression, de consultation	35	0	16
Intégrer la démocratie dans l'éducation/ éducation à la citoyenneté dès le plus jeune âge	41	0	10
FISCALITÉ & INEGALITES			
Harmonisation européenne de la fiscalité des Entreprises	51	0	0
Répartition des profits des entreprises dans la société plus égalitaire	48	1	2
Ré-augmenter le nombre de tranche fiscales (progressivité de l'impôt)	48	0	3
Diminuer la complexité du code des impôts	44	0	7
Que tous les ayants(droits au minima sociaux en bénéficie)	49	0	2
TRANSITION ÉCOLOGIQUE			
Réhabiliter/ construire les bâtiments publics (en commençant par les écoles/ lycées) en énergie positive	50	0	1
3° voix (ni carbone, ni nucléaire) assurée par l'État	47	0	4
Faire changer l'indicateur d'impact écologique (plus le PIB)	45	1	5
Relocalisation de la maîtrise et de la gestion des biens communs	48	1	2
Tissu économique local cohérent de la production à la distribution	49	0	2
Créer des commissions citoyennes (consultation)	49	1	1

EUROPE			
Politique migratoire ouverte et commune	50	0	1
Politique de souveraineté alimentaire européenne	42	0	9
Avoir un système de décision transparent et supra-national	40	1	10
ATELIER ENFANTS & ADOLESCENTS			
Pour lutter contre les déchets : acheter en vrac, utiliser des sacs et contenants réutilisables. Supprimer les sacs plastiques.			
Plus de transport en commun. Pas de voiture pour les petits trajets			
Être pris en considération : mettre en place plus de débats citoyens ouverts aux enfants et aux adolescents			

Note : nous n'avons pas fait voter les adultes sur les propositions des enfants, et il s'agit là d'un écueil dans notre démarche. Cependant, les participants ont applaudi la restitution de l'atelier des enfants et nombre d'entre eux.elles ont montré de l'enthousiasme quant à leurs propositions, les jugeant pertinentes et judicieuses.

Compte-rendu du vendredi 15 février :

45 personnes, dont une animatrice et un animateur. Une dizaine de personnes étaient déjà présentes à la rencontre du samedi 9 février.

5 thèmes choisis :

Démocratie et institutions = 1 atelier de 10 personnes
Économie, travail et fiscalité = 1 atelier de 7 personnes
Éducation = 1 atelier de 9 personnes
Transition écologique = 1 atelier de 6 personnes
Culture = 1 atelier de 6 personnes

Atelier « et après ? » = 4 personnes

La question est pour celles et ceux qui ont choisi cet atelier de réfléchir à des suites à donner à ces deux rencontres de débat citoyen, afin de développer des initiatives locales.

Voici les propositions prioritaires qui sont ressorties :

DÉMOCRATIE & INSTITUTIONS
<ol style="list-style-type: none"> 1. Impliquer les citoyens dans une gouvernance locale 2. Améliorer le fonctionnement institutionnel pour une meilleure représentativité (vote, répartition des pouvoirs, organisation inter-institution...) 3. Une gouvernance nationale qui prenne en compte les besoins et attentes de tous les citoyens (consultation, concertation, RIC...)
ÉCONOMIE, TRAVAIL & FISCALITÉ
<ol style="list-style-type: none"> 1. Créer un salaire universel/ un salaire minimum pour tous 2. Créer un impôt universel, minimum pour tous 3. Réduire les écarts de salaire

ÉDUCATION
<ol style="list-style-type: none"> 1. Faire évoluer la formation des enseignants 2. Changer les pédagogies (lien à la formation) et approches éducatives 3. Créer des espaces pour les ados sans formation, pour qu'ils apprennent un métier
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
<ol style="list-style-type: none"> 1. Abandon de politiques actuelles au profit de l'intérêt collectif (énergie, agriculture, transport...) 2. Développer une agriculture vertueuse 3. Éduquer pour faire changer les mentalités et les modes de consommation (de la voiture à l'assiette)
CULTURE
<ol style="list-style-type: none"> 1. Gratuité des pratiques artistiques 2. Obligations légales et morale des institutions à conserver la patrimoine et la mémoire 3. Réappropriation de l'espace public
ET APRES ?
<p>Les personnes de ce groupe nous ont proposé des principes et des pistes méthodologiques. Lors des échanges, quelques idées d'actions ont été présentées. Un petit groupe va se retrouver à l'issue de ce débat pour approfondir ce qui a été amorcé lors de cette rencontre.</p> <p><u>Les principes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • une démarche qui s'ancre dans le local. Il s'agit de réfléchir à des initiatives citoyennes locales. • un collectif tournant. Il ne s'agit pas de cibler une ou quelques personnes qui assument seules la suite, mais bien de construire ensemble, en apportant chacun une pierre (réflexion, organisation, participation...). • Réflexions : pour une suite, qui est le public cible ? Comment peser dans le débat ? <p><u>Méthodologie :</u></p> <p>Se lancer dans ce genre d'aventure peut impressionner, on ne se sent pas tous capables, aussi voici des bases pour faciliter l'organisation d'autres initiatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une personne de l'organisation précédente reste dans le groupe de l'organisation suivante • mutualisation des documents, lieux ressource, méthodes et outils • communication via les réseaux déjà repérés (clac, tractage, site municipaux, affichages public...) et les idées à construire ensemble ! <p><u>Les idées d'actions survenues lors des échanges en grand groupe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • restituer les deux débats : site Internet, mais aussi tractage et diffusion sur lieu public • organiser un RIC • faire une liste pour les prochaines élections municipales. Un des participants a informé les participant.es sur son souhait de se présenter comme tête de liste... • mettre en place des cafés citoyens, de la formation, des espaces d'information <p>Les initiatives peuvent ainsi prendre des formes très variées. On se lance dans des actions de grande ampleur, dans des petites actions sur un sujet particulier et/ ou précis. Elle ne sont pas toutes portées par un collectif et peuvent être des initiatives individuelles.</p> <p>Une liste de personnes prête à s'engager plus concrètement a été établie. Ce petit groupe va prendre en charge l'organisation d'un prochain événement... Tous reste encore à construire.</p>

Conclusion :

Ce débat citoyen en deux actes a permis la rencontre et l'échange dans la convivialité. Les retours positifs ont été nombreux et l'ensemble des participant.es a apprécié la démarche. Les échanges ont été riches, ont permis de confronter les idées. L'expérience de la recherche du consensus pour être force de proposition a été soulignée comme émancipatrice et révélatrice des capacités de chacun. La force de l'intelligence collective a été mise en avant.

Ces premiers échanges sont cependant frustrants, car en 1h30 d'atelier, on ne fait que « toucher du doigt » les problèmes. Beaucoup ont demandé ce qui allait se passer ensuite, tout comme le collectif d'organisation.

Ainsi, une restitution publique est prévue, durant laquelle la question sur « Et après, agir au local » sera abordé. En effet, au-delà des décisions de l'État, les participant.es mesurent la nécessité d'agir à leur échelle, c'est à dire sur leur territoire de vie. Tout le monde n'a le temps pour s'investir dans le long terme, mais une volonté générale est ressortie, comme une nécessité. « Nous ne pouvons pas attendre que tout soit décidé en haut ».

Les objectifs ont donc étaient pleinement remplis. Le point fort que nous retenons est la mise en place d'un atelier à destination des enfants, initiatives qui semble singulière, selon les propos d'une observatrice du Cevipof.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des participant.es, ainsi que celles et ceux qui n'ont pu se déplacer mais qui ont encouragé et soutenu l'initiative de ce débat citoyen.

ANNEXES

les comptes-rendus de chacun des ateliers

Atelier : Démocratie (12 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Prologue : Étant donné le thème, les personnes se sont d'abord concentrées sur la façon dont elles voulaient organiser la prise de parole et de décisions au sein du groupe, faisant vivre ainsi une démarche et une expérience démocratique à leur image. Ils ont exprimé que c'était pour eux un peu le sujet suprême/ racine duquel tous les autres découlaient.

Les sous-thèmes abordés :

- 1) Fonctionnement de la démocratie
- 2) concertation locale
- 3) La démocratie dans l'éducation/ éduquer à la démocratie

Les problèmes soulevés :

1) Questionnement sur la démocratie représentative. Comment s'organise la vie politique ? Avec la structuration en partis (qui évolue en ce moment), on vote pour des personnes plus que pour des idées. Le système de vote est défaillant et inadapté à la démocratie : inégalité de pouvoir, insatisfaction au sujet de la consultation qui est insuffisante, voire inexistante...

2) Pas d'organisation locale qui permette l'expression. Le mode de consultation est insuffisant : « Nous nous sentons insuffisamment consultés et de façon inexistante ».

Il n'y a pas de concertation. Les personnes ne jouent pas pleinement leur rôle citoyen en prenant en charge les choses publiques, la vie de la cité. Sentiment de peu de possibilité d'agir au quotidien...

3) Quelles sont nos habitudes ? Quel rôle de l'école (Éducation Nationale), des parents, des centres de Loisirs... ? Aujourd'hui, les personnes semblent insuffisamment informées sur le fonctionnement des institutions (ex : séparation de pouvoir, de quoi est constituée l'Assemblée Nationale, les différents votes (président, député...))... Elles ne se sentent pas légitimes pour agir car la démocratie représentative amène à s'exprimer lors des votes uniquement. Les adultes d'aujourd'hui ne sont pas familiers des prises de décisions collectives, des méthodes collaboratives... En lien avec un système économique qui tend à l'individualisme...

Les propositions de solutions apportées :

1 et 2) Rétablir la confiance (une finalité?) et proposer des outils pour mettre en œuvre la démocratie. Par exemple mettre en place, autant au niveau national que local des :

- réunions d'information/ formation (en amont d'une consultation)
- espaces/ lieu d'expressions
- réunion de consultation/ concertation

3) Intégrer dès le plus jeune âge la philosophie de la démocratie. Favoriser l'expression des idées, l'écoute des autres, les échanges et les discussions sur les sujets de société, la prise de décision collective, etc.. L'État a un rôle important à jouer notamment au sein de l'éducation Nationale (des écoles, établissements scolaires, des Accueils de loisirs pour enfants et adolescents).

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

Pour chaque proposition, combien s'abstiennent ? Diriez-vous que vous êtes plutôt favorable ou plutôt défavorable à la proposition ?

- | | |
|---|------|
| 1) mettre en place des réunions d'information et de formation sur la démocratie | = 45 |
| 2) développer la concertation locale | = 43 |
| 3) créer des espaces d'expression, consultation | = 35 |
| 4) intégrer la démocratie dans l'éducation | = 41 |

Atelier : Démocratie (10 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 15 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

Beaucoup d'idées ont été abordées sur le fonctionnement de notre république dite démocratique. Nos avons interrogé le mot Démocratie. Et vivons-nous pleinement dans un système démocratique ? Pêle-mêle, voici les sujets abordés par le groupe, faisant des allers-retours entre différents sujets.

- Consultation et identification des besoins/ attentes du peuple
- financement de la démocratie
- RIC (Referendum d'Initiative Citoyenne)
- méthode de gouvernance locale et participation au processus local
- Le Vote : voter blanc, voter pour des idées ou des personnes ?
- La démocratie à l'école/ éduquer à la démocratie
- Technocratie ou démocratie ?

Les problèmes soulevés :

1. Manque d'information. Les citoyens que nous sommes n'avons pas toutes les informations pour comprendre les enjeux. Des décisions du gouvernement ou du Parlement qui semblent parfois hors propos des préoccupations des gens, du peuple...
2. Représentativité : la non prise en compte du vote blanc lors des élections. Sentiment de ne pas pouvoir donner vraiment notre avis, de devoir choisir entre deux personnes dont aucune ne nous satisfait vraiment.
3. Auto-gestion/ auto-décision : Au niveau local, le même fonctionnement est à déplorer. Une fois les votes finis, les habitants ne peuvent peu ou pas donner leur avis sur les sujets du quotidien (route, école, déchet...). Pas de place, au niveau local pour décider sur des actions précises.
4. le système : nous vivons dans un monde de compromis, voire de compromission avec le système financier. Le poids des lobbys sur les décisions, le vote des lois ne favorise pas la mise en place de lois qui permettent de gérer le bien commun mais répondent à des intérêts économiques et financiers. Souvent d'ailleurs au détriment de l'environnement, de la santé, du bien-être global.
5. La consultation : organiser des commissions, des espaces de prise de paroles est sans aucun intérêt si les décisions ne nous reviennent pas. Sentiment que les décisions sont déjà prises, avant même la consultation ! Le peuple ne se sent plus CITOYEN à part entière car un citoyen est un individu qui agit sur ce qui le concerne au quotidien. A ce jour, notre rôle se limite à des votes occasionnels, sans autres alternatives. Nous voulons retrouver notre pouvoir de décision.

Les propositions de solutions apportées :

- 1) Nous, citoyens, attendons une communication honnête et transparente, qui nous permette d'avoir les informations pour participer à la prise de décision. L'éducation à la démocratie doit être renforcée, par des actes concrets et donner les habitudes de réfléchir collectivement.
- 2-4-5) Constituer des espaces de construction collective (consultation, concertation, RIC...). Sortir du vote uninominal au suffrage universel comme unique expression démocratique. S'inspirer du jugement majoritaire par exemple...
- 3) Créer au niveau local des comités de réflexion, permettre aux habitants d'agir localement sur des actions concrètes, y compris à portée économique.

Les 3 solutions prioritaires (les plus urgentes et/ ou importantes) :

- 1) Impliquer les citoyens dans une **gouvernance locale**
- 2) Améliorer le fonctionnement institutionnel pour une **meilleure représentativité** (vote, répartition des pouvoirs, organisation inter-institution...)
- 3) Une gouvernance nationale qui **prende en compte les besoins et attentes de tous les citoyens** (consultation, concertation, RIC...).

Atelier : Economie & Finances (10 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Prologue : Le thème étant très large, deux tables se sont constituées pour cibler mieux les sujets.

SOUS GROUPE « Macro-économie » (6 pers.)

Les sous-thèmes abordés :

- 1) le pouvoir d'achat
- 2) les impôts

Les problèmes soulevés :

- 1) La contestation des Gilets Jaunes montre la nécessité de reconsidérer le pouvoir d'achat. L'inégalité criante dans la répartition des richesses crée des déséquilibres injustes et insupportables.
- 2) Les impôts sont essentiels pour financer les bien commun. Il n'y a pas de remise en question de ce principe. En revanche, ils sont considérés par le groupe comme injustes et mal répartis. La comparaison aux gafa et autres grandes Entreprises qui grâce aux conseillers financiers pratiquent l'optimisation fiscale/ vs les citoyens qui ont le sentiment de payer de plus en plus, sans revalorisation des salaires.

Les propositions de solutions apportées :

- 1) Augmentation du smic
Revoir les retraites
Revoir l'accès aux produits de première nécessité, à l'énergie, au loyer...
- 2) Harmonisation fiscale européenne, notamment pour les entreprises (ex : Réorganiser les charges professionnelles des Entreprises, particulièrement des PME).
Répartir les profits des entreprises de manière plus égalitaire : Les investir dans la société (ex/ augmentation des salaires).
Ré-augmenter le nombre de tranche-fiscales (au delà des 5) afin que les impôts touchent moins la classe moyenne.
Lutter contre l'évasion fiscale qui correspond au niveau de la dette publique !

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

- | | |
|---|------|
| 1) Harmonisation européenne de la fiscalité des entreprises | = 51 |
| 2) Répartition des profits des Entreprises plus égalitaire | = 48 |
| 3) Ré-augmenter le nombre de tranches fiscales | = 48 |

SOUS GROUPE « Impôts et inégalités» (4 pers.)

Les problèmes soulevés :

La discussion s'est centrée essentiellement sur les impôts et l'inégalité face au paiement. Tout d'abord, il est important pour le groupe de rappeler que TOUT LE MONDE PAIE des impôts par le biais de la TVA dès que nous consommons. Halte aux idées reçues que quand on n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu, on ne paye pas d'impôt ! Il y a une inégalité criante entre les GAFA (les gros) et les petits acteurs (les citoyens lambda).

Le groupe rappelle également qu'environ 20 % des personnes qui pourraient bénéficier des minima sociaux ne les réclament pas.

Les propositions de solutions apportées :

- 1) Augmenter la progressivité de l'impôt
- 2) Diminuer la complexité du code des impôts
- 3) Toutes les personnes répondant aux critères doivent bénéficier des minima sociaux (un pas vers un revenu universel!)

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

- | | |
|--|-----------------------------------|
| 1) Augmenter la progressivité de l'impôt | = 48 (idem proposition ci-dessus) |
| 2) Diminuer la complexité du code des impôts | = 44 |
| 3) bénéficier TOUS des minima sociaux | = 49 |

Atelier : Économie, Travail et Fiscalité (7 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 15 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

1. Travail : accès, rémunération, nouvelles formes, formations...
2. Normes et réglementation
3. Fiscalité (des entreprises et des particuliers)
4. Budget de l'État et des territoires : transparence et recherche d'équilibre (minimiser les dettes)
5. Relocalisation de l'économie
6. Amélioration du pouvoir d'achat

Remarque : les thèmes 5 et 6 nous ont semblé pouvoir découler d'un travail amont sur les 4 autres thèmes.

Les problèmes soulevés :

1. Travail : plusieurs freins ont été soulevés

- Manque de travail, délocalisations.
- Forte évolution des métiers (des nouveaux, certains disparaissent, évolution des pratiques pro..). Les entreprises développent peu la formation en interne, recherchent des personnes qualifiées et efficaces dès leur embauche.
- La formation est difficile d'accès, et en partie inadaptée aux besoins actuels du marché.
- Des nouvelles formes/statuts de travail induites par le manque d'emploi, les contraintes d'optimisation/rentabilité des entreprises : ubérisation du travail, zones rurales sinistrées, des normes qui se complexifient pour les indépendants...
- Les entreprises ne gardent plus leurs salarié.es toute une vie, subissent la pression de la rentabilité. Manque de reclassement interne.
- Nouveaux métiers, problèmes pour les plus âgés à se réadapter (se former, etc.)
- Des contraintes de mobilité pour travailler : difficultés induites pour la vie de famille, les rythmes de vie, l'équilibre du foyer, l'emploi des conjoints... Des pratiques de télétravail à développer
- Des conditions de travail très différentes entre secteurs d'activité, entre public et privé.

2. Fiscalité :

- Plus d'impôts mais moins de subventions publiques. Cela décourage !
- Moins de Ressources Humaines au sein des collectivités. Il y a moins de moyens pour répondre à des objectifs grandissants
- Impôts sur l'immobilier et non sur le financier
- Rétribution des actionnaires et hauts cadres (en particuliers CAC 40) en incohérence avec les efforts demandés aux salariés (baisse/stagnation de salaire, licenciements, plans sociaux...)
- Des écarts de salaires trop importants entre employés, cadres et actionnaires

Les propositions de solutions apportées :

1) Plusieurs réponses ont été apportées pour faire évoluer les représentations du travail, sa valeur, son accessibilité :

- Revenu minimum, salaire universel : notion et modalité à affiner (non traitée pendant les échanges)
- Plafonnement des écarts de salaire entre dirigeants, cadres et employés, actionnaires
- Taxation sociale des postes numériques et/ ou la production robotique
- Création d'entreprises (type coopératives) pour mutualiser des moyens (par ex. réduire l'impact des obligations administratives grandissantes pour les indépendants)

2)Fiscalité :

- Simplifier la fiscalité
- Créer un impôt universel payé par tous, au prorata des revenus (même 1€ par mois).

Les 3 solutions prioritaires (les plus urgentes et/ ou importantes) :

- 1) Créer un salaire universel/minimum pour tous
- 2) Créer un impôt universel, minimum pour tous
- 3) Réduire les écarts de salaire

Atelier : Transition écologique (13 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Prologue : Le groupe de 13 personnes a fait le choix de se scinder en deux sous-groupes : les enjeux de Société (échelle globale) et les actions au local.

SOUS GROUPE « Enjeux globaux » (7 pers.)

Les sous-thèmes abordés :

- 1/ Écologie et éducation
- 2/ Écologie et transports
- 3/ Production d'énergie
- 4/ Les outrances de nos sociétés
- 5/ Puissance des lobbys
- 6/ Application des dispositifs existants

Les problèmes soulevés :

L'énergie aujourd'hui est un enjeu majeur. Nous avons toutes et tous besoin d'énergie pour nous chauffer, nous déplacer, mais également pour nous nourrir. L'emprunte carbone est une catastrophe, le réchauffement climatique nous fait entrevoir des grandes difficultés à l'avenir. Les gestes au quotidien, nos habitudes sont le fruit de notre éducation, des croyances en la technologie et au confort sans effort.

- 1.1/ Nécessité d'intégrer la transition écologique dans les programmes scolaires
- 1.2/ Les bâtiments eux-mêmes sont des contre-exemples pédagogiques !

2/ Nous sommes amenés à trop nous déplacer. Les lotissements d'habitations sont de plus en plus loin des lieux de travail, et nos emplois nous amènent à nous déplacer de façon déraisonnable. Il faut pouvoir réduire les transports.

3/ L'énergie est actuellement issue soit du pétrole, soit du nucléaire. Il faut développer fortement une troisième voie englobant à la fois les économies d'énergie (exploitation des gisements de négawatt) et les énergies renouvelables.

4/ Nos sociétés sont amenées à être outrancières vis à vis de la consommation d'énergie pour satisfaire les indicateurs de développement habituels.

5/ Les lobbys influencent les politiques

6/ Un grand nombre de dispositifs existent déjà.

Les propositions de solutions apportées :

1.1 : Porter une nouvelle vision sur l'économie, qui prend en compte les ressources (limitées) de la planète. L'intégrer dans les programmes scolaires et dans toutes les démarches éducatives... Faire évoluer ses actes au quotidien, individuellement, à l'échelle des entreprises... ÊTRE dans l'ECONOMIE d'ENERGIE. Halte à l'outrance ! L'État assure l'éducation.

1.2 : Décarboner l'énergie en se passant du nucléaire. Réhabiliter/ construire dorénavant TOUS les bâtiments d'éducation (école, crèche, collège, Université) puis l'ensemble de tous les bâtiments publics en **énergie positive** (cad des bâtiments qui consomment peu et qui produisent également). Ces bâtiments doivent être ouverts aux visites afin de servir de modèle.

2: développer les transports en commun et les outils de visio-conférence, le télé-travail.

3. Investir et utiliser la puissance d'information de l'Etat pour mettre en avant cette troisième voie (négawatt et renouvelables).
4. Utiliser et promouvoir un nouvel indicateur de développement, tel l'IDH, plutôt que le PIB
5. Contrôler la présence des lobbys près des sphères du pouvoir.
6. Avoir un contrôle citoyen de la mise en œuvre des dispositifs existants.

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

- | | |
|--|------|
| 1) Réhabiliter/ construire les bât. Public en énergie positive | = 50 |
| 2) 3° voix, l'État assure de nouvelles énergies | = 47 |
| 3) Éducation à l'économie d'énergie | = 45 |

SOUS GROUPE « Enjeux locaux » (6 pers.)

Les sous-thèmes abordés :

- 1) les biens communs
- 2) Relocaliser la chaîne de la production à la distribution
- 3) éducation à l'écologie, en priorité pour les jeunes qui seront concernés dans le plus long terme !
- 4) redynamisation de l'économie locale
- 5) transports
- 6) gestion des déchets
- 7) Habitat

La discussion multi-directionnelle s'est finalement recentrée essentiellement sur les deux premiers points.

Les problèmes soulevés :

1) Les biens communs

La Terre est l'Eau sont des biens communs sur lesquels les habitants n'ont que peu de prise de pouvoir sur leur gestion globale. La répartition, l'accès, la conservation de ces biens à l'heure actuelle n'est pas à la hauteur des enjeux.

1a) Pour la Terre, le foncier est du ressort du privé et échappe donc au bien commun. Il y a des pressions foncières importantes, de l'inégalité dans l'accès à une terre. Le poids de la spéculation est trop fort (encore un exemple avec les Jasses, la Cave coopérative de St Martin). Les citoyens n'ont pas la vision globale, et nos dirigeants ? Quelle est donc la vision globale de l'évolution du territoire ? Quelle gestion collective peut-être envisagée ?

1b) Pour l'Eau, nous constatons une surconsommation de l'eau et un gaspillage à l'échelle individuelle mais aussi des communes. Par ailleurs, certains agriculteurs/ paysans rencontrent des difficultés pour irriguer leur exploitation/ terrain.

2) Relocalisation de la chaîne : production, transformation, distribution...

Difficulté d'accès à la terre pour des nouveaux producteurs. Les choix des POS, de la spéculation, de la logique du foncier ne favorise pas l'agriculture vivrière locale. L'accès à l'eau est également une difficulté (voir ci-dessus).

Les propositions de solutions apportées :

1a) Renforcement des outils existants pour favoriser la préservation des terres agricoles (cf. PLU).
Limiter le mitage du territoire par la densification du tissu urbain, et favoriser l'habitat groupé.
Renforcer la préemption municipale.

1b) Relocaliser la gestion de la ressource

Engager une réflexion sur la récupération et l'utilisation d'eau pluviale (à l'échelle municipale/ com com).

Définir des projets à long terme de développement local collectif (cf. utilisations prioritaires...).

2) Les politiques territoriales devraient favoriser l'implantation de producteurs dans une chaîne globale de la production, en passant par le transformation à la distribution, en mettant l'accent sur les « petits » producteurs à taille humaine.

Réserver des terres agricoles à cet usage exclusif et renforcer la préemption municipale (déjà cité).
Soutenir l'installation de nouveaux projets vivriers de transformateurs.

Dynamiser la distribution de proximité.

Encourager et soutenir les initiatives locales dans le cadre d'un projet cohérent de développement du territoire.

Créer des commissions citoyennes pour réfléchir et proposer des actions qui favorisent l'engagement démocratique sur des projets concrets.

Les trois solutions prioritaires :

1) Relocalisation de la maîtrise et de la gestion des biens communs.

2) Encourager la constitution d'un tissu économique local cohérent de la production à la distribution

3) Ouvrir le débat par la constitution de commissions citoyennes de réflexion et de propositions pour un projet local respectueux de l'environnement.

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

1) Relocalisation de la maîtrise et de la gestion des biens communs. = 48

2) Tissu économique local cohérent de la production à la distribution = 49

3) Commissions citoyennes = 49

Atelier : Transition écologique (6 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 15 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

L'ensemble des sous-thèmes sont liés entre-eux car se déplacer pollue, se nourrir est une question d'éducation, la santé est menacée par nos modes d'alimentation, de déplacements... et les politiques territoriales qui visent à recentraliser les services vers les villes creusent l'écart de l'inégalité et nécessitent des transports (polluants), etc. Il s'agit de penser globalement la problématique et de voir l'aspect systémique et les liens d'interdépendance des trois points forts retenus.

1. déplacements/ transports/ énergies
2. Agriculture/ Alimentation / Santé
3. Éducation et changement des mentalités

Les problèmes soulevés :

1. déplacements/ transports/ énergies :
 - Pas assez d'offre de transport en commun, décomposition du chemin de fer, avec en parallèle une centralisation des services publics vers les villes/ réduction d'accès.
 - Pas d'alternative aux énergies actuelles (pétrole, nucléaire...) renouvelables et/ ou low-tech
 - Hyper consommation : on produit trop, on consomme trop, l'individualisme « roi » n'est pas soutenable (lien avec Éducation et changement des mentalités)
2. Agriculture/ Alimentation / Santé :
 - Pollution, profit de quelques uns
 - Une agriculture basée sur le pétrole (transport, intrants...) et très énergivore
 - Une agriculture qui ne répond plus aux enjeux de santé publique. Une nourriture en trop grande quantité, de mauvaise qualité nutritive, sur-emballée, ultra transformée...
 - L'apparition de nouvelles maladies (liée à la pollution, aux intrants dans les aliments...)
 - L'accès au soin difficile pour tous (coût, éloignement...) et inégalitaire (en lien aussi avec les transports)
3. Éducation et changement des mentalités :
 - Manque d'informations donc manque de prise de conscience collective sur les différents enjeux sanitaires liés à l'alimentation (dans les cantines des écoles, des entreprises, la restauration... les modes alimentaires, la grande distribution...) et sur la pollution (emballage, gaspillage, sur-production, transport...)
 - Pas assez d'actions éducatives au sein des établissements scolaires, d'accueil de loisirs... aux gestes du quotidien
 - Publicité et poids des lobbys pour nous faire consommer toujours plus

Les propositions de solutions apportées :

- 1) Déplacements/ transports/ énergies :
 - Développer l'offre de déplacement : plateforme de co-voiturage, gratuité des transports en communs, développement du train et des réseaux de transports collectifs...
 - Donner la priorité à la transition énergétique en développant des énergies renouvelables, les lows tech. En remettant l'humain au centre (et non plus au service!).
 - Avoir accès à l'information et prendre conscience des modes de consommation et agir autrement (bio, local, favoriser les entreprises à taille humaine...).
 - Développer les réseaux d'entraide (amap, regroupement d'achats...) et favoriser les produits « faits maison » (alimentation, cosmétique, entretien...) afin de réduire le gaspillage et la production de déchet. Les citoyens doivent se réapproprier les savoir-faire afin d'accéder à de l'autonomie, de la résilience. Revoir le principe des normes trop contraignantes.

- Raisonner/ s'organiser en une économie circulaire et non verticale et pyramidale (avec l'État au dessus), qui pille les richesses naturelles et produits des déchets pour des décennies, voire des milliers d'années). Cf. le jour de dépassement des ressources naturelles (wwf).

2) Agriculture/ Alimentation / Santé :

- Développer une agriculture vertueuse :qui ne pollue pas les sols, les eaux, l'air, qui ne rend pas malade (les agriculteurs comme les consommateurs), qui ne nécessite pas autant d'énergie polluante (plantation, transport, transformation, distribution...).
- Favoriser l'installation des agriculteurs.trices qui ont une démarche saine et raisonnée.
- Abandon des politiques agricoles actuelles (décisions prises sous l'influence des lobbys) au profit de l'intérêt public et du bien commun. Fin des politiques globales (européennes par exemple) et revenir à une échelle plus locale (réduction des transports, connaissance/ confiance des différents acteurs, développement économique des territoires...)
- Économie circulaire (lien transport et énergie) pour éviter entre autre la pollution intensive et remettre l'humain au cœur des enjeux (de santé notamment).
- Penser aux générations futures : « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » Antoine de Saint-Exupéry.

3. Éducation et changement des mentalités

- Éducation au sein des écoles (et autres lieux d'accueil des enfants et des jeunes) sur les modes de consommation sains, la gestion des déchets (recyclage), l'économie circulaire (qui se base sur les principes du vivant...)
- Développer et favoriser l'accès à l'information (plus de subventions publiques, communication bienveillante...) envers les familles pour qu'elles prennent conscience des enjeux, qu'elles fassent évoluer leur pratiques et celles de leurs enfants...

Les 3 solutions prioritaires (les plus urgentes et/ ou importantes) :

- 1) Abandon de politiques actuelles au profit de l'intérêt collectif (énergie, agriculture, transport...).
- 2) Développer une agriculture vertueuse.
- 3) Éduquer pour faire changer les mentalités et les modes de consommation (de la voiture à l'assiette).

Atelier : Europe (4 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

- 1) La migration comme patrimoine européen
- 2) la souveraineté alimentaire
- 3) Le fonctionnement de l'Europe : Supra-nation vs Nations

Les problèmes soulevés :

- 1) Le groupe s'est d'abord questionné sur « qu'est-ce qu'être Européen ? ». IL s'agit, pour le groupe, d'une longue histoire de déplacements, de migrations. Ainsi, la migration est notre patrimoine Européen. L'Europe DOIT être OUVERTE à d'autres immigrations.
- 2) La souveraineté alimentaire européenne est essentielle : de la production à la consommation en passant par la distribution. Il faut donc construire une politique de souveraineté alimentaire commune.
- 3) Quel Fonctionnement institutionnel pour l'Europe ? Aujourd'hui, le système européen est a-démocratique. Quel est la place des Nations dans les rouages des décisions ? Une Europe fédérale serait-elle mieux adaptée ? A ce jour, il manque de clarté sur qui nous représente. Qui contrôle ces élus ? Faut-il un pouvoir supra-national ?

Les propositions de solutions apportées :

- 1) L'Europe DOIT être OUVERTE à d'autres immigrations.
- 2) Régulation des marchés européenne mieux adaptée.
- 3) Avoir un système de décision transparent et supra-national.

Sondage en grand groupe sur les propositions (51 personnes) :

- | | |
|---|----------------------|
| 1) L'Europe DOIT être OUVERTE à d'autres immigrations | = 50 |
| 2) Régulation des marchés européenne mieux adaptée | = 42 (9 absentions) |
| 3) Avoir un système de décision transparent et supra-national | = 40 (10 abstention) |

Atelier : Santé (9 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

- 1) introduction : importance de la santé, définition de la santé qui ne se résume pas à soigner une/des maladies
- 2) Accès au soin : gratuité/ financement
- 3) la santé et les institutions

Les problèmes soulevés :

- 1) La santé et le soin sont l'affaire de tous. Malgré le système de santé en place, certains en sont exclus / n'y font pas appel ou sélectionnent les soins à effectuer en raison du reste à charge sur les consultations/ achats des médicaments (tout le monde ne peut pas se payer une bonne mutuelle). Tout le monde DEVRAIT avoir accès égal aux soins. Nous constatons des inégalités dans la prise en charge des soins, dans le fait même de se soigner.
- 2) Le financement des soins en France, malgré la Sécurité Sociale, ne permet pas l'accès au soin de TOUS.
- 3) La santé semble aux mains de certaines entreprises puissantes. (laboratoires). Il nous semble inquiétant et anormal que la santé puisse reposer sur des intérêts économiques. Nous constatons que l'indépendance des responsables décisionnaires n'est pas au rendez-vous (labo, dirigeants politiques). Nous refusons que la santé soit marchandisée.

Les propositions de solutions apportées :

- 1) Éduquer la population. Développer la prévention... Assurer des accompagnements des personnes, particulièrement les plus vulnérables. Concrètement, créer LOCALEMENT des animations de groupe pour l'éducation à la santé. Développer des initiatives locales pour intégrer les réseaux existants.
- 2) Accès aux soins pour TOUTES et TOUS. Assurer l'égalité des soins. Développer le système de la Sécu pour que tout le monde finance le système de protection. Valoriser les actions locales telles que les mutuelles négociées par les communes (apparemment c'est le cas à St Martin de Londres)
- 3) La santé fait partie du PIB : plus on est malade, plus on consomme du soin, plus le pays est riche. C'est un non sens. Il faudrait sortir la santé du PIB comme critère de richesse. Utiliser une autre unité de mesure, plus adaptée, qui valorise aussi les actions de prévention et ses effets (moins de malades, moins de soins).

Atelier : Culture (6 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 15 février 2019

Les sous-thèmes abordés :

1. Qu'est-ce que la culture ? A quoi ça sert ?
2. La culture de l'éducation ou l'éducation à la culture
3. transmission du patrimoine et de la mémoire. Les droits et devoirs des personnes privées et des personnes publiques
4. la culture comme vision du monde, une ouverture vers une conscience (de soi, des autres, du monde) sensible

Les problèmes soulevés :

- Problème de la marchandisation de la culture
- Les financements : coupure des subventions et accès difficile aux structures
- Danger de limiter l'espace public à l'expression publique

Les propositions de solutions apportées :

- gratuité des pratiques artistiques (matériel, instrument, lieux...)
- obligations légales et morale des institutions à conserver la patrimoine et la mémoire.
- Réappropriation de l'espace public (les marchés, la rue, les murs, les locaux communaux...)

Les 3 solutions prioritaires (les plus urgentes et/ ou importantes) :

- 1) Gratuité des pratiques artistiques
- 2) Obligations légales et morale des institutions à conserver la patrimoine et la mémoire
- 3) Réappropriation de l'espace public

Atelier : Enfants (8 pers.)
Débat citoyen, St Martin de Londres, le 09 février 2019

Prologue : Donner la parole aux enfants et aux adolescents est pour nous primordial. Ils sont concernés par les décisions des adultes d'aujourd'hui. De plus, être acteur, actrice de la démocratie est un long apprentissage. Commençons-le dès à présent en leur donnant la parole au sein d'un atelier animé par un adulte maîtrisant les méthodes de discussion collective.

La question initiale posée :

Quel monde pour demain ? Qu'est-ce qu'on garde ? Qu'est-ce qu'on voudrait changer ?
Comment faire ?

Note : il s'agit là des mots utilisés par les enfants, avec leur formulation, parfois légèrement retravaillée mais fidèles.

Les sous-thèmes choisis :

- 1) écologie
- 2) la place des enfants et des jeunes
- 3) Être Ninja : c'est avoir des valeurs, s'engager et faire des choses pour s'aider...
- 5) plus de liberté, pour les animaux et les humains
- 6) arrêter l'augmentation des prix
- 7) plus de terrain de tennis

Les problèmes soulevés : (les deux premiers thèmes ont été développés)

1) Écologie :

- La pollution, il y en a trop et partout. Les Pesticides polluent le terre, l'eau, l'air. Ça pose un problème dans l'agriculture. Les insectes meurent et comme ils sont la nourriture des oiseaux, il n'y en a plus assez et les oiseaux meurent aussi.
- Il y a trop de déchets, à cause du suremballage. Par exemple, les plastiques tuent les animaux dans les mers (les dauphins et les tortues les mangent, ou s'emmêlent dedans).
- Invention d'un nouveau terme la « consommatrop », tout est dit ! Il faut apprendre à moins consommer. On utilise trop les voitures aussi.
- Le climat se réchauffe aussi, cela fait disparaître la banquise et les ours polaires ont moins de territoire.

A cause de la pollution la biodiversité disparaît.

2) l'écoute et la prise en compte des avis des enfants au niveau national. Les enfants et les jeunes ont évoqué le fait de ne pas se sentir écoutés. Il n'y a pas d'espace pour eux. On ne les prends pas au sérieux. Les adultes ne les estiment pas assez capables...

Les propositions de solutions apportées :

1) idées pour lutter contre la pollution

- Pour lutter contre les déchets, on peut acheter en vrac, utiliser des sacs et des contenants pour le marché, chez les commerçants. On élimine les sacs plastiques.
- Plus de transport en commun. Pas de voiture pour les petits trajets

2) Écoute et prise en compte des enfants et des adolescents. Mettre en place des débats citoyens comme celui-ci, pour les jeunes.